

la
cgt
métallurgie



20 | 24
NOVEMBRE
2017
DIJON
PALAIS DES
CONGRÈS

Bilan financier

41^e

congrès
métallurgie



1. Politique financière : les moyens d'agir et de gagner !

Depuis le 40^e congrès fédéral, trois années de luttes pour la défense de nos droits et pour faire avancer nos revendications, se sont écoulées. Au cœur de ces luttes, des milliers de salariés ont rejoint et renforcé notre CGT ; c'est ainsi qu'avec 6 358 nouvelles adhésions réalisées sur ces trois années, à l'approche de l'ouverture de notre 41^e congrès fédéral, le nombre de syndiqués est de 59 354 pour l'ensemble de la Fédération, ICT et retraités compris. Notre objectif de 100 000 adhérents reste d'actualité et à portée de main, tant les besoins d'organisations sur le terrain de l'entreprise et de la localité sont prégnants.



Au cœur de ces luttes, des milliers de salariés ont rejoint et renforcé notre CGT ; c'est ainsi qu'avec 13 040 nouvelles adhésions réalisées sur ces trois années...

La situation économique et sociale du pays, et en particulier de notre branche d'activité, exige une CGT offensive et présente sur le terrain, pour accompagner et développer les luttes. Les enjeux sont forts, qu'il s'agisse des négociations dans

la branche, pour une Convention Collective Nationale répondant aux besoins des salariés, ou qu'il s'agisse de la bataille pour la reconquête industrielle avec une grande impulsion de la métallurgie, notamment pour les assises de l'industrie en février dernier. L'ensemble de ces actions témoigne d'une vitalité et d'un engagement fort sur les sujets.

Pour autant les rentrées de cotisations reflètent insuffisamment cette réalité, alors que les moyens nécessaires pour développer toutes ces batailles revendicatives ne cessent de croître.

Le fléchissement, qui s'est opéré dans le mandat (notamment sur l'exercice 2014) sur la partie des recettes liées aux cotisations, est en décalage avec la réalité, la confiance accordée à la CGT et la grande disponibilité des salariés pour s'engager dans l'action collective. Nos résultats aux élections en témoignent, malgré les campagnes de toutes sortes, orchestrées contre la CGT.

Si la baisse du pouvoir d'achat des salariés et la précarité sont bien réelles, le niveau de la cotisation mensuelle reste trop souvent en dessous du 1 % (inscrit dans nos statuts). L'augmentation de la moyenne de timbres par carte et la régularité des versements doivent nous permettre de revenir, au plus vite, au niveau de 2013 pour ensuite aller plus loin.

Nous devons nous donner les moyens pour que les ressources fédérales reposent beaucoup plus sur les recettes liées aux cotisations syndicales. C'est une garantie d'autonomie et de stabilité. Ce sont des moyens dont nous avons tous besoin pour mener la bataille.

Les initiatives d'actions, en 2016, dans les territoires notamment avec la bataille contre la loi El Khomri, puis les Assises nationales de la Convention Collective Nationale, et la mobilisation autour du « Printemps de l'Industrie » initiée par la Confé-

dération, concourent à rassembler les métallos dans l'action. La réussite de nos initiatives, dépendra aussi de notre qualité de vie syndicale.

La campagne de syndicalisation lancée pour préparer notre 41^e congrès fédéral et l'objectif de visite de 1 000 syndicats auront permis de débattre des questions de politique financière, en lien avec la syndicalisation.

2. Activité en territoires en hausse

Durant ce mandat, nous avons déployé des conventions de détachements avec les entreprises, afin d'animer la profession dans les territoires. Aujourd'hui, 36 camarades au total (*dont huit ont un bulletin de salaire fédéral*) bénéficient d'un détachement partiel ou intégral, financé parfois par les entreprises mais principalement pris en charge par notre fédération.

Le coût des détachements des années 2014 à 2016 pour l'activité des territoires représente :

- Pour l'année 2014 : 98 537 € ;
- Pour l'année 2015 : 108 495 € ;
- Pour l'année 2016 : 143 300 €.

La fusion des régions nous aura également obligés à travailler différemment, par exemple, en mandatant des camarades chargés d'animer des coordinations régionales.

Sur les projets revendicatifs, ce mandat a été ponctué de plusieurs conférences régionales de la métallurgie. En complément de ces moments forts, de nombreuses journées d'étude sur la bataille pour une CCN, ont été organisées dans les départements.

Elles ont permis leurs buts d'informer et d'armer nos militants dans les syndicats. La bataille sur l'emploi industriel notamment, en lien avec d'autres fédérations, et la tenue d'assises ont permis de débattre, avec nos militants, des enjeux à porter. La présentation de projets industriels doit se déployer partout où cela est possible également.

Le budget d'aide aux territoires, mis en place par la Fédération, s'élève à 60 000 € par an. Ces aides durant les mandatures de 2014 à 2016 s'élèvent à :

- Pour l'année 2014 à 59 288 € ;
- Pour l'année 2015 à 40 821 € ;
- Pour l'année 2016 à 33 989 €.

Ces aides auront permis le soutien matériel de mise en place d'USTM et de collectifs régionaux pour déployer l'activité dans les territoires. L'information sur ce budget, qui n'est pas épuisé en fin d'année, nécessite une meilleure diffusion auprès des animateurs des départements.

3. Les initiatives fédérales au service des militants

Au cours de ces trois années de mandat, le secteur de la politique financière a organisé des Assises nationales des Trésoriers de syndicats, et décentralisé cet événement dans deux régions (Normandie et Poitou-Charentes). Cette initiative a permis d'initier un réseau de trésoriers de syndicats, d'expliquer

les droits face aux nouvelles règles comptables, de débattre de l'extension du rôle de trésorier de syndicat à celui de responsable de la politique financière, et de faire émerger des besoins de formations spécifiques. Ces moments constructifs se sont prolongés par des échanges sur le budget prévisionnel, les règles comptables, les problématiques du trésorier au quotidien, et des débats sur la question du taux de syndicalisation à 1 %. Ces initiatives seront à poursuivre pour la prochaine mandature.

Concernant l'activité revendicative fédérale, cette mandature a été marquée par plusieurs initiatives, qui ont engagé des dépenses, comme par exemple l'aide au financement des déplacements en car sur Paris, lors de la manifestation du 14 juin 2016 (13 500 €), mais également l'organisation, pour la première fois, d'une journée d'étude sur l'activité des CE, les Assises de l'Automobile en février 2017 qui a rassemblé plus de 250 camarades (coût 21 280 €), les Assises de l'Industrie organisées par la CGT le 22 février dernier avec 350 camarades présents (coût 2 905 €), les Assises de la Formation syndicale, les Assises sur les Conventions Collectives et les Assises des Jeunes, etc.

L'organisation des conférences régionales en vue de la préparation du 41^e congrès aura été prise en charge intégralement ou partiellement par la Fédération.

4. Une formation syndicale renforcée au service des syndicats et syndiqués

Comme durant le précédent mandat, la Fédération a continué d'investir pour la formation syndicale ; par exemple en organisant les Assises régionales de la Formation syndicale en Bretagne. Au début de ce mandat, la Fédération a recruté une personne chargée de suivre les dossiers pour obtenir le règlement par les employeurs de nos formations CHSCT, avec des résultats fort intéressants. Par son action tout au long du mandat, la Fédération démontre régulièrement que la formation syndicale est bien une priorité pour notre organisation.

Former un jeune syndiqué prend du temps et nous avons l'obligation de prendre ce temps. Les expériences menées en ce sens, d'accompagnement de camarades dans un esprit de transmission de nos savoir-faire, et dans l'objectif d'intensifier la bataille revendicative, montrent des résultats prometteurs.

Pourquoi ne pas informer systématiquement tous nos syndiqués de la prochaine tenue d'une formation qui correspondrait à leur parcours ? Pourquoi ne prenons-nous pas le temps d'argumenter pour convaincre les camarades de se former ?

La CGT a décidé, il y a plusieurs congrès confédéraux, d'un parcours de formation syndicale, combinant formations interprofessionnelles et fédérales. A l'interprofessionnelle, les formations dites « générales », aux fédérations les formations dites spécifiques, les unes ne pouvant être disjointes des autres. Ce principe doit être partagé par tous, pour mener une politique des cadres efficace.

Un module fédéral de formation de trésorier de syndicat est en cours d'élaboration sur les thèmes du rôle de responsable à la politique financière, la bataille sur le 1 % des cotisations syndicales, les nouvelles règles comptables applicables aux syndicats.

5. Gagner de nouveaux droits syndicaux dans les entreprises

Le Gouvernement et le patronat sont dans une démarche de réduction des moyens donnés aux syndicats. Leur objectif nous conforte dans notre volonté, qui est de nous renforcer et de nous développer par le biais de la syndicalisation. Brandissant l'argument fallacieux d'un financement des organisations syndicales à travers le fonds de la formation professionnelle (AGFPN), il se produit que des groupes dénoncent, sans en débattre, des accords de droits syndicaux avec la Fédération. Nous devons poursuivre la conquête de nouveaux droits syndicaux dans les groupes et entreprises.

Nous avons monté un dossier FSE (Fonds Social Européen) pour un montant global de 723 838,78 €, fractionné sur trois années. Les versements nous permettent de financer une partie des activités fédérales et l'embauche d'un salarié à 80 % chargé du suivi de contrôle des dépenses et justification des fonds versés par le FSE.

6. Une communication correspondant aux attentes

Le secteur Communication représente l'un des plus gros postes de dépenses de la Fédération. Il s'est adapté aux attentes et a modifié en profondeur ses productions. La mise en place du *Mensuel des Métallurgistes*, rassemblant l'intégralité des activités de la Fédération, est fortement appréciée.

De plus, cette nouvelle formule a généré une économie de 7 481 € par rapport à l'ancienne formule hebdomadaire. Pour rendre plus accessible notre site internet, un important investissement a été réalisé (coût 6 199 €) et rapidement le nombre de visites a progressé, particulièrement sur le chargement des vidéos.

La Fédération a décidé d'abonner six mois les 2 000 nouveaux syndiqués au journal *NVO*, pour contribuer au financement solidaire et à la souscription proposée par la Confédération (coût 15 532,75 €). La Fédération a embauché un historien/archiviste courant 2014 et investi pour assurer une protection maximale de ses archives avant qu'elles ne subissent des destructions irréversibles.

7. Conclusions

Ce bilan financier démontre que nous devons œuvrer à la conquête de droits nouveaux, tant humains que financiers, pour développer nos activités et des démarches revendicatives à la hauteur des besoins.

”

« La mise en place du mensuel des métallurgistes, rassemblant l'intégralité des activités de la Fédération, est fortement apprécié ».

Compte de gestion 2013

En 2013, les recettes augmentent globalement de 6,82 % soit + 364 536 € par rapport à 2012. Les recettes de cotisations syndicales ont progressé de 10,94 % pour les périodes 2012-2013 et représentent 35,56 % des recettes de la Fédération soit + 200 360 €.

RECETTES	
Cotisations	2 031 315
FNI	60 000
Autres recettes	3 587 529
Produits financiers et exceptionnels	33 342
TOTAL DES RECETTES	5 712 186
DÉPENSES	
Rémunérations et cotisations sociales	2 813 204
Communication et publications	362 083
Réunions et Déplacements	980 056
Congrès fédéral	18 698
Congrès UFICT	15 288
Congrès UFR	18 085
Relations internationales	242 111
Gestion générale	560 602
Gestion complexe AFUL	403 686
Provisions	132 417
Amortissements	147 268
Charges financières et exceptionnelles	50 170
TOTAL DES DÉPENSES	5 743 668
Résultat (excédent ou déficit)	- 31 482

Un dossier F.N.I. a été effectué pour le financement d'un camarade en charge d'animer le territoire de la Mécanic Vallée à hauteur de 60 000 €.

Pendant la même période, une évolution importante des dépenses s'est effectuée de 402 730 € soit + 7,54 %.

Cette progression est notamment due à l'évolution des rémunérations et cotisations sociales qui progressent dans la même période de 11,95 % soit 300 236 € essentiellement due au renforcement des détachements en territoires.

Le total des dépenses au 31 décembre 2013 s'élèvent à 5 743 668 €.

Le poste de communication a subi une forte progression également + 37,21 % soit une augmentation de 98 198 €. Une dépense due essentiellement aux tirages de tracts, affiches, guide divers, dossiers UFICT, salaire/qualifications, etc.

Le poste de dépenses pour les réunions et déplacements n'évolue que de 1,24 % soit + 12 015 €.

Les dépenses concernant le 10^e congrès de l'UFR et le 11^e Congrès de l'UFICT sont également imputées dans la comptabilité générale.

Nous constatons un déficit au 31 décembre 2013 de - 31 482 €

Les fonds associatifs s'élèvent à 1 521 332 € et les fonds associatifs congrès à 188 766 €.

Le total des fonds propres (réserves fédérales) est de 1 678 617 €.

Compte de gestion 2014

Globalement nous constatons une nouvelle baisse de recettes hors congrès, - 3,68 % soit - 210 257 €. Cette baisse concerne essentiellement les recettes de cotisations qui régressent assez fortement à - 12,88 % soit - 261 629 €, cette baisse concerne les encaissements de l'année en cours. Dans le même temps, nous avons une légère hausse des accords de droits syndicaux + 82 424 €.

Dépenses provisoires 40 ^e congrès	777 613
Recettes provisoires 40 ^e congrès	- 502 609
Dépenses nettes 40 ^e congrès	275 004
Réserves fonds congrès 2012	- 150 000
Réserves fonds congrès 2013	- 150 000
Solde net 40 ^e congrès	- 24 996

La baisse de participation financière de nombreux partenaires fait que nous constatons une diminution des recettes de 100 500 €.

Les recettes de CHSCT et CE progressent faiblement de 9 145 €.

Le dossier FNI a été reconduit pour cette année pour un montant de 60 000 €.

Le total des dépenses au 31 décembre 2014 s'élève à 6 250 069 € soit une évolution par rapport à 2013 de + 506 401 € (+ 8,82 %)

Sur les salaires et cotisations sociales, + 9,23 % soit + 259 524 €. Cette hausse provient essentiellement des détachements mis à disposition qui évolue par rapport à 2013 de 35 709 € soit + 9,14 %.

Le poste des frais de réunions et déplacements

augmente lui aussi de 33 553 € soit + 3,42 % dû essentiellement au déploiement de l'activité en territoires, au plan de visite des syndicats dans le cadre de la préparation du congrès, etc.

A noter, une baisse sur le secteur international de - 5,81 % soit - 14 057 €.

Les recettes du congrès s'élèvent à 502 609 € et les dépenses nettes au 31 décembre 2014 sont de 275 004 €.

Sur la communication et les publications, - 14,49 % soit - 52 478 €.

Un gros effort de réduction des dépenses s'est effectué sur la communication durant cette période malgré une année de congrès avec les diffusions statutaires (document orientation, bilan financier...).

La Fédération a validé le principe de prendre à sa charge les dépenses pour les réunions et déplacements pour les camarades ayant une fonction dans le cadre de l'activité confédérale. Cette dépense s'élève à + 9 412 €.

RECETTES	
Cotisations	1 769 686
FNI	60 000
Autres recettes	3 634 320
produits financiers et exceptionnels	37 923
TOTAL DES RECETTES	5 501 929
DÉPENSES	
Rémunérations et cotisations sociales	3 072 728
Communication et publications	309 605
Réunions et Déplacements	1 013 609
Congrès fédéral	275 004
Congrès UFICT	15 972
Congrès UFR	0
Relations internationales	228 054
Gestion générale	598 315
Gestion complexe AFUL	411 189
Provisions	141 899
Amortissements	129 834
Charges financières et exceptionnelles	53 860
TOTAL DES DÉPENSES	6 250 069
Résultat (excédent ou déficit)	-748 140

Compte de gestion 2015

Les recettes en 2015 s'établissent à 5 802 692 €. Elles ont progressé de 5,47 % soit + 300 763 € essentiellement dû aux produits exceptionnels. Les recettes de cotisations accusent une légère baisse de - 1,38 % (en particulier UFICT soit - 6,67 % et UFR - 5,61 %).

La participation financière des partenaires est sensiblement renforcée avec + 47,67 %.

La part des cotisations syndicales dans les recettes de la Fédération représente 30,08 % en 2015 (contre 32,16 % en 2014).

La contribution du FNI se situe à hauteur de 60 000 €.

Le total des dépenses au 31 décembre 2014 s'élève à 6 458 009 € soit une évolution par rapport à 2014 de + 207 940 € (+3,33 %).

Les salaires et cotisations sociales progressent de + 8,71 % soit + 267 624 € et le poste réunions et déplacements progresse de 12,05 % soit + 122 183 €.

Les dépenses communication et publications ont été contenues et diminuent de 2,81 %

Au total, au 31 décembre 2015 nous constatons un déficit de - 655 317 € et un total des fonds propre qui passe de 930 477 € à 275 160 €.

RECETTES	
Cotisations	1 745 254
FNI	60 000
Autres recettes	3 944 866
Produits financiers et exceptionnels	52 572
TOTAL DES RECETTES	5 802 692
DÉPENSES	
Rémunérations et cotisations sociales	3 340 352
Communication et publications	300 911
Réunions et déplacements	1 135 792
Congrès fédéral	0
Congrès UFICT	0
Congrès UFR	111 004
Relations internationales	244 306
Gestion générale	621 181
Gestion complexe AFUL	417 411
Provisions	109 451
Amortissements	115 485
Charges financières et exceptionnelles	62 116
TOTAL DES DÉPENSES	6 458 009
Résultat (excédent ou déficit)	- 655 317

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2013

ACTIF			
Postes	Valeur Brute	Amort ou prov	Valeur nette
Immobilisations incorporelles			
Logiciels, licences, brevets...	20 768	17 907	2 861
Immobilisations corporelles			
Terrains	5 946		5 946
Appartement Montreuil	53 510	36 833	16 677
Agencement	514 387	399 466	114 921
Matériel de transport	352 025	192 510	159 515
Matériel de bureau, mobilier	101 055	66 594	34 461
Matériel informatique	97 897	76 747	21 150
Immobilisations financières			
Participations - parts sociales	51 668		51 668
Prêts	46 467		46 467
Autres (dépôts et cautionnements)	47		47
Total immobilisations	1 243 770	790 057	453 713
Avances et acomptes sur commande	128 790		128 790
Créances			
Créances clients	259 984	50 086	209 898
Autres créances	461 159	376 923	84 236
Produits à recevoir	1 201 416		1 201 416
Charges constatées d'avance	81 109		81 109
Valeurs mobilières de placement	1 068 091		1 068 091
Disponibilités	195 557		195 557
Total créances	3 267 316	427 009	2 840 307
TOTAL ACTIF	4 639 876	1 217 066	3 422 810

PASSIF	
Postes	Valeur nette
Fonds propres	
Fonds associatifs	1 521 332
Fonds associatifs congrès	188 766
Résultat de l'exercice	-31 481
Total fonds propres	1 678 617
Provisions pour risques et charges	
Provision IDR	208 996
Total Provisions pour risques et charges	208 996
Dettes financières	
Dettes financières auprès établissements bancaires	291 097
Emprunts et dettes financières divers	244 374
Total dettes financières	535 471
Dettes d'exploitation	
Dettes fournisseurs	492 038
Dettes fiscales et sociales	390 704
Total dettes d'exploitation	882 742
Dettes diverses	
Autres dettes	116 984
Total dettes diverses	116 984
TOTAL PASSIF	3 422 810

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014

ACTIF			
Postes	Valeur Brute	Amort ou prov	Valeur nette
Immobilisations incorporelles			
Logiciels, licences, brevets...	16 645	16 381	264
Immobilisations corporelles			
Terrains	5 946		5 946
Appartement Montreuil	53 510	38 973	14 537
Agencement	514 388	438 645	75 743
Matériel de transport	344 809	228 522	116 287
Matériel de bureau, mobilier	101 510	82 522	18 988
Matériel informatique	73 414	51 393	22 021
Immobilisations financières			
Participations -parts sociales	51 668		51 668
Prêts	35 751		35 751

PASSIF	
Postes	Valeur nette
Fonds propres	
Fonds associatifs	1 339 960
Fonds associatifs congrès	338 657
Résultat de l'exercice	-748 140
Total fonds propres	930 477
Provisions pour risques et charges	
Provision IDR	230 454
Total Provisions pour risques et charges	230 454
Dettes financières	
Dettes financières auprès établissements bancaires	799

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2014 (SUITE)

ACTIF suite			
Postes	Valeur Brute	Amort ou prov	Valeur nette
Autres (dépôts et cautionnements)	47		47
Total immobilisations	1 197 688	856 436	341 252
Avances et acomptes sur commande			0
Créances			
Créances clients	258 166	69 171	188 995
Autres créances	382 266	318 409	63 857
Produits à recevoir	1 246 425		1 246 425
Charges constatées d'avance	69 576		69 576
Valeurs mobilières de placement	355 640		355 640
Disponibilités	393 348		393 348
Total créances	2 705 421	387 580	2 317 841
TOTAL ACTIF	3 903 109	1 244 016	2 659 093

PASSIF suite	
Postes	Valeur nette
Emprunts et dettes financières divers	274 848
Total dettes financières	275 647
Dettes d'exploitation	
Dettes fournisseurs	684 764
Dettes fiscales et sociales	443 960
Total dettes d'exploitation	1 128 724
Dettes diverses	
Autres dettes	93 791
Total dettes diverses	93 791
TOTAL PASSIF	2 659 093

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2015

ACTIF			
Postes	Valeur Brute	Amort ou prov	Valeur nette
Immobilisations incorporelles			
Logiciels, licences, brevets....	16 645	16 567	78
Immobilisations corporelles			
Terrains	5 946		5 946
Appartement Montreuil	53 510	41 113	12 397
Agencement	528 238	468 231	60 007
Matériel de transport	323 969	266 639	57 330
Matériel de bureau, mobilier	113 044	95 485	17 559
Matériel informatique	85 461	63 046	22 415
Immobilisations financières			
Participations-parts sociales	51 668		51 668
Prêts	26 712		26 712
Autres (dépôts et cautionnements)	47		47
Total immobilisations	1 205 240	951 081	254 159
Avances et acomptes sur commande			0
Créances			
Créances clients	274 877	92 993	181 884
Autres créances	391 507	209 239	182 268
Produits à recevoir	1 641 429		1 641 429
Charges constatées d'avance	14 784		14 784
Valeurs mobilières de placement	41 106		41 106
Disponibilités	251 920		251 920
Total créances	2 615 623	302 232	2 313 391
TOTAL ACTIF	3 820 863	1 253 313	2 567 550

PASSIF	
Postes	Valeur nette
Fonds propres	
Fonds associatifs	850 504
Fonds associatifs congrès	79 973
Résultat de l'exercice	-655 317
Total fonds propres	275 160
Provisions pour risques et charges	
Provision IDR	266 048
Total Provisions pour risques et charges	266 048
Dettes financières	
Dettes financières auprès établissements bancaires	364 923
Emprunts et dettes financières divers	299 140
Total dettes financières	664 063
Dettes d'exploitation	
Dettes fournisseurs	777 760
Dettes fiscales et sociales	492 974
Total dettes d'exploitation	1 270 734
Dettes diverses	
Autres dettes	90 045
Produits constatés d'avance	1 500
Total dettes diverses	91 545
TOTAL PASSIF	2 567 550

PROFESSIONNELS
DES MÉTIERS DE
SERVICES,
VOUS PASSEZ TOUT
VOTRE TEMPS
À PRENDRE SOIN
DES AUTRES.



ET VOUS ?
QUI PREND SOIN
DE VOUS ?

Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

KLÉSIA
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES